

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article288>



Iran, Etats-Unis, Grande-Bretagne

6 avril 2007 : Comment le pire a peut-être été évité

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : mardi 10 avril 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Si l'arme nucléaire ne doit pas apparaître en Iran, elle doit aussi disparaître de France comme de Chine ou des Etats-Unis, de Russie comme de Corée du Nord, d'Israël comme du Pakistan, d'Inde comme de Grande-Bretagne, avant de nous entraîner dans une guerre qui nous fera disparaître les uns après les autres. L'humanité vient de vivre une fois de plus une alerte chaude, un sévère avertissement que personne ou presque, cette fois encore, ne semble avoir entendu en France.

Dans une dépêche diffusée en anglais le 6 avril peu après minuit et intitulée "[Bravo, l'Iran !](#)", le commentateur moscovite de l'agence RIA-Novosti Pyotr Goncharov a laissé entendre que le bombardement des installations nucléaires iraniennes baptisé "opération Morsure" ("Operation Bite") avait bien été programmé par les Etats-Unis pour le 6 avril, comme "d'importants medias étrangers" l'avaient annoncé (dont cette même agence RIA-Novosti, citant des sources militaires russes). Mais il a félicité l'Iran de n'avoir pas "mordu à l'hameçon", agissant comme si de rien n'était et privant ainsi les Etats-Unis du prétexte qu'ils attendaient pour passer effectivement à l'attaque.

Selon Goncharov, l'Iran a délibérément ignoré la menace et su résister aussi bien à la tentation d'une attaque préventive contre l'armada américaine présente dans le Golfe persique (le porte-avions Dwight D. Eisenhower, le porte-avions Stennis et leurs bâtiments de soutien), qu'à l'autre tentation, celle d'utiliser comme "boucliers humains" les marins britanniques faits prisonniers : "L'Iran, écrit-il, mérite aussi une salve d'applaudissements pour n'avoir pas suivi le mouvement qui semblait s'imposer : garder les marins britanniques en otages, dans l'éventualité d'une attaque. En leur permettant de rentrer chez eux, Téhéran a clairement manifesté qu'il était prêt à un dialogue constructif dès lors que ses positions seraient prises en considération".

On peut effectivement penser qu'après avoir fait monter les enchères pendant une douzaine de jours, les autorités iraniennes ont eu l'habileté de libérer leurs prisonniers juste à temps pour priver les alliés des britanniques de toute justification s'ils passaient à l'attaque. En ce sens, il est possible que Tony Blair dise vrai lorsqu'il affirme que la libération des marins britanniques n'a fait l'objet d'aucune contrepartie négociée : il n'était pas nécessaire de négocier le renoncement à une attaque-surprise devenue un secret de polichinelle (sauf pour l'opinion publique française, qui n'en a guère entendu parler). Chacune des parties ayant connaissance de ce qu'elle risquait, le "donnant-donnant" peut avoir été implicite.

A supposer que l'interception des marins britanniques ait été fortuite, l'exploitation qui en a été faite par l'Iran est bien trop opportune pour résulter du hasard. Leur libération n'a pas résolu pour autant la crise du nucléaire iranien, tant s'en faut, ni écarté tout risque d'aventure militaire. Elle a du moins le mérite de l'avoir retardée, sinon suspendue *sine die*.

Si l'on admet qu'une offensive contre l'Iran aurait des conséquences catastrophiques dans la région et au niveau mondial, on ne serait pas étonné d'apprendre un jour par des journalistes curieux ou par les historiens que les "treize jours" iraniens de mars-avril 2007 ont placé l'humanité au bord d'un gouffre comparable à celui des "treize jours" que dura la crise des missiles de Cuba en octobre 1962.

A l'époque, l'opinion française avait très largement ignoré le danger : elle était déjà plongée dans une période électorale - celle du référendum qui allait établir l'élection du président de la République au suffrage universel. Cette dernière semble être devenue, par coïncidence comme par destination, le meilleur moyen d'éloigner le peuple des affaires du monde, surtout lorsque celles-ci prennent une dimension nucléaire et sont présumées appartenir au "domaine réservé" du président. Ce que la France et son porte-avions "Charles de Gaulle", présent sur zone,

auraient fait en cas d'offensive aérienne des Etats-Unis contre l'Iran, le peuple français n'en saura donc rien. Pas plus qu'il ne saura ce qui s'est réellement passé le 10 octobre 2006 à Bagdad, puisqu'il n'a jamais entendu parler du désastre de Forward Base Falcon et que l'AIEA elle-même refuse d'enquêter à ce sujet.

Le commentateur de RIA-Novosti conclut son article ainsi : "Peut-être que les négociateurs européens devraient rencontrer Téhéran à mi-chemin et s'asseoir à la table de négociations sans poser comme condition préalable l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium ?

"Ils pourraient le faire au moins avant une session régulière du Conseil de sécurité. Après tout, les centrifugeuses iraniennes enrichiront de toute façon l'uranium. Trop de choses sont en jeu, et le 6 avril peut encore survenir."

Les présidents français font tout pour esquiver le sujet et tenir l'international hors champ électoral. Mais le fait est qu'un cyclone qui n'est pas épuisé peut toujours revenir sur ses pas. George W. Bush n'a pas dit son dernier mot, et l'Iran ne manque pas de le provoquer, lui et les autres dirigeants occidentaux, lorsqu'il célèbre à grand bruit, à peine l'alerte passée, sa maîtrise du processus d'enrichissement, et proclame qu'il disposera bientôt de 50000 centrifugeuses.

Si les français ne sont pas forcément les mieux informés en la matière, ils disposent du moins d'un proverbe dont les iraniens devraient peut-être s'inspirer : *"tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse"*. Le drame, c'est que des centaines de milliers ou des millions de personnes risquent alors de payer les pots cassés, en Iran comme ailleurs.

Mais il sera toujours temps pour les français de se réveiller avec la gueule de bois. Aujourd'hui, Monsieur, on ne regarde pas ailleurs, on se regarde l'hexagone. On sonde ses intentions de vote, et on spéculer sur les sondages. Aujourd'hui, Monsieur, on ne pense pas, on vote.

On s'apprête à élire l'homme à poigne qui demain tranchera pour nous les affaires du monde et nous protégera des méchants en agitant sa foudre et pourquoi pas, en s'en servant. Vive la République, vive la France, vive la démocratie, vive la bombe atomique !

ACDN, le 10 avril 2007

Post-scriptum :

[TEHERAN, 6 avril - RIA Novosti](#). L'attaque américaine contre l'Iran annoncée pour le matin du 6 avril par les grands moyens d'information n'a pas eu lieu.

"Depuis plusieurs années déjà nous sommes habitués à ce que les Américains nous menacent, introduisent des sanctions contre l'Iran. Mais cela ne change rien, nous continuons de travailler", a déclaré Madjid, un vendeur à qui RIA Novosti a demandé de commenter la situation instable créée autour de l'Iran par le programme nucléaire de ce pays et les informations diffusées régulièrement par les médias mondiaux sur la probabilité d'une frappe américaine contre l'Iran.

"Je ne pense pas que les Etats-Unis s'engagent dans une telle aventure car l'Iran ce n'est pas l'Irak ou l'Afghanistan", a ajouté l'Iranien dont l'opinion est partagée par beaucoup de ses compatriotes.

Vendredi soir le ministère iranien de la Défense s'était abstenu de commenter les informations sur d'éventuels raids aériens américains contre les sites nucléaires iraniens.

Le porte-parole de ce département a déclaré à RIA Novosti que le ministère de la Défense avait interrompu provisoirement son activité en raison

6 avril 2007 : Comment le pire a peut-être été évité

des jours de congé hebdomadaires (dans la République islamique jeudi-après midi et vendredi sont fériés).

Ces derniers temps plusieurs grands moyens d'information étrangers avaient annoncé le début d'une opération militaire contre l'Iran pour tôt le matin du 6 avril. L'opération baptisée "Morsure" devait durer près de 12 heures. D'après ces médias, il était prévu d'effectuer des frappes au missile et à la bombe sur les sites nucléaires iraniens dont l'activité, selon l'administration américaine, pourrait permettre aux dirigeants iraniens d'accéder à l'arme nucléaire.

Des frappes aériennes devaient être portées contre le complexe d'enrichissement d'uranium de Natanz, le centre nucléaire d'Ispahan, l'usine de production d'eau lourde d'Arak et des sites militaires névralgiques.
